

Conférence de presse
du 11 avril 2017

Résumé du rapport de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires

> ÉDITION
avril 2017
RAPPORT
AU PARLEMENT
2017



Observatoire
de la formation
des prix et des
marges des produits
alimentaires



L'observatoire de la formation des prix et des marges mobilise plusieurs sources et met en œuvre plusieurs approches pour rendre compte et expliquer la formation et la répartition de la valeur le long des chaînes de production, transformation et distribution alimentaires. Ces sources ne sont pas toutes mises à jour ni disponibles aux mêmes dates. Ainsi, pour cette édition 2017 du rapport de l'observatoire, les séries d'indices de prix, de prix en niveau et d'indicateurs de marges brutes vont jusqu'à l'année 2016 incluse, les comptes d'entreprises étudiés s'arrêtent, selon les sources à l'année 2014 ou 2015, sauf dans certains secteurs pour lesquels des résultats 2016 provisoires (sur 9 mois) ou estimés (prévisions) ont pu être élaborés. Enfin, l'approche macroéconomique de la répartition de la dépense alimentaire entre les branches exploite des synthèses complexes élaborées par la comptabilité nationale qui, pour ce présent rapport, ne sont pas encore disponibles au-delà de l'année 2013.

Les prix dans les filières agroalimentaires en 2016

L'année 2016 est caractérisée par un nouveau recul des prix agricoles affectant particulièrement pour la 2^{ème} année consécutive, parmi les matières premières des filières alimentaires suivies par l'observatoire, le lait, les bovins viande, le blé tendre et le blé dur. En revanche, les prix à la production progressent en 2016 pour le porc, les fruits et les légumes, et sont quasi stables pour les volailles considérées globalement.

Tous produits agricoles confondus (y compris ceux non suivis par l'observatoire), la moyenne des prix à la production agricole stagne avec +0,3% en 2016 par rapport à 2015.

Une nouvelle baisse des prix s'observe également pour les produits des industries alimentaires considérés globalement, en recul pour la 3^{ème} année consécutive en 2016 (-1,5%). Dans les secteurs suivis par l'observatoire, ce recul des prix sortie industrie concerne nettement les produits laitiers de consommation (les produits laitiers pour l'industrie voyant par contre leur prix moyen remonter), la farine et les pâtes, dans une moindre mesure la viande bovine et la volaille, tandis que le prix moyen sortie industrie des viandes fraîches de porc et des jambons progressent en 2016, après avoir baissé lors des deux années précédentes.

Les prix à la consommation alimentaire, progressent en moyenne un peu plus en 2016 (+0,7%) qu'en 2015 (+0,5%), la hausse de 2016 étant cette année supérieure à l'inflation générale (+0,2%), laquelle est un peu plus marquée cette année qu'en 2015, où elle apparaissait nulle.

Les prix dans les filières de produits carnés

La baisse des prix à la production des gros bovins et veaux de boucherie en 2016 (-4%) est liée à

l'augmentation des abattages de vaches laitières due à la crise laitière mais aussi à un afflux de vaches allaitantes. En revanche, le prix à la production progresse pour le porc (+3%), sous l'effet d'un rebond inattendu de la demande chinoise.

Les suivis de l'observatoire, sur quelques produits carnés de grande consommation, montrent en 2016 des baisses de prix au détail en GMS relativement faibles sur les produits de la longe de porc (moins de 0,5%), une hausse sur le jambon cuit (+1,6%, intégrant probablement des effets de montée en gamme des achats) et une quasi stabilité sur le panier saisonnier de morceaux de viande de bœuf (+0,2%). En filière volailles, les prix au détail des articles suivis par l'observatoire (poulets entiers, escalopes de poulet) sont en baisse.

Les maillons industriels des filières carnées ont généralement vu s'améliorer leur indicateur moyen de marge brute (différence entre prix de vente et coût en matière première) en 2016. Au détail en GMS, l'indicateur de marge brute des mêmes produits augmente également pour la viande de bœuf : la baisse du prix entrée abattoir n'a pas été transmise en aval. Ces hausses de marges dans l'industrie et au détail sont toutefois sans impact important sur le prix au détail compte tenu de la forte baisse de prix entrée abattoir. Les marges brutes en GMS des autres produits carnés suivis sont plutôt stables ou en diminution en 2016.

Les prix dans la filière laitière

Les indices de l'Insee des prix à la consommation des produits laitiers montrent une baisse moyenne des prix de l'ordre de 1% de 2015 à 2016 ; en contradiction avec l'évolution du prix d'achat moyen pondéré des produits laitiers en GMS, qui progresse de +1% (différence due à la composition des paniers de produits pris en compte). Le prix du lait à la production a quant à lui à nouveau diminué en 2016 (-7,3%), baisse faisant suite à celle de 2015 (-14%) après la hausse de 2014. Cette baisse est due à une collecte abondante dans l'Union européenne, alors que les pays importateurs ont ralenti leur demande en produits laitiers. Toujours selon les indices de l'Insee, les prix sortie industrie des produits laitiers ont baissé en 2016 (-3% pour les produits destinés aux GMS, -4% pour les beurres et poudres à destinations industrielles).

Pour les produits laitiers de grande consommation suivis par l'observatoire, on observe généralement en 2016 une progression des indicateurs de marges brute de l'industrie et de la distribution et des diminutions de prix dans l'industrie et en GMS : la baisse du coût de la matière première n'apparaît que partiellement

transmise par l'industrie vers la distribution puis par celle-ci vers le consommateur.

Les prix dans filière blé-farine-pain

On constate en 2016, pour la 3^{ème} année consécutive, une nouvelle baisse du prix moyen du blé tendre, de -9,6% (-6,6% en 2015 et -14,5% en 2014), assortie des rendements en baisse et d'une dégradation de la qualité, impactant les coûts de la meunerie. Le prix de la farine pour boulangerie artisanale, sortie industrie, baisse également pour la 3^{ème} année en 2016 (-2,7%), le prix moyen de la baguette ordinaire, dans lequel le prix du blé entre en fait pour une faible part, restant quasi stable. L'indicateur de marge brute de la meunerie est en baisse en 2016 de -4,3%, celui de l'aval progresse très légèrement.

Les prix dans la filière des pâtes alimentaires

On observe en 2016 une faible hausse du prix au détail, malgré une baisse des prix des pâtes sortie industrie (-3,3%), répercutant celle du prix de la matière première, le blé dur (-9,7%). L'indicateur de marge brute de l'industrie des pâtes alimentaires diminue ainsi en 2016, celui du détail progresse légèrement.

Les prix dans la filière des fruits et des légumes frais

L'observatoire suit d'une vingtaine de fruits et légumes et deux « paniers saisonniers », l'un de fruits, l'autre de légumes, dont la composition varie chaque semaine.

L'année 2016 présente des prix à l'expédition et au détail en hausse pour le panier saisonnier de fruits et pour le panier saisonnier de légumes : le prix moyen annuel à l'expédition du panier de fruits augmente ainsi de 4,3%, celui des légumes de 5,7%. Ces hausses font suite à celles de 2015, plus importantes. Au détail en GMS les hausses de prix de 2016 - également plus faibles qu'en 2015 - sont respectivement de 4% et 0,6%. L'indicateur de marge brute du circuit de distribution en GMS progresse en 2016 pour le panier de fruits (+3,6%) et diminue pour le panier de légumes (-3%).

Les prix des produits de la pêche et de l'aquaculture

L'observatoire suit le saumon fumé, le lieu noir et la sole. Le prix au détail en GMS du saumon fumé continue de progresser en 2016 (+74 cts, soit +2,7%). L'augmentation importante du coût en saumon frais (+2,9 euros par kg de produit fini, soit +30%) a été intégralement amortie par le maillon du mareyage et de l'industrie, qui maintient son prix de vente en 2016.

Les coûts de production agricole en 2016

Les résultats, encore prévisionnels, de 2016 font état d'une baisse du coût de production en **élevage porcin** due pour l'essentiel à celle du prix de l'aliment et une hausse du prix du porc. La marge nette moyenne estimée de l'élevage, après déduction des « charges calculées » pour rémunération du travail et du capital de l'exploitant, deviendrait ainsi positive (+6 cts par kg de carcasse) en 2016, après plusieurs années déficitaires.

En revanche la situation se dégrade encore pour les **élevages spécialisés de gros bovins de boucherie**, avec, sous l'effet d'une nouvelle baisse des cours des bovins, des marges nettes dégradées par rapport à l'année 2015, déjà critique. En moyenne, après prise en compte des « charges calculées » (rémunération des facteurs auto fournis estimée en référence à un revenu de parité), les élevages naisseurs-engraisseurs perdraient en moyenne 16 centimes par kg vif en 2016 (perte double de celle de 2015).

Dans la production intégrée de **poulet**, les coûts de production diminuent en 2016 du fait de la baisse du coût de l'aliment (à la charge de l'intégrateur), liée à celle du prix des céréales, la marge nette jointe de l'intégrateur et de l'éleveur s'améliore en conséquence, mais elle ne couvre les « charges calculées » rémunérant l'éleveur qu'en filière label. Dans la production de **lapin**, la baisse du prix du vif entraîne une dégradation de la marge nette, malgré la baisse du coût de l'aliment.

Le coût de production du **lait de vache** estimé sur base comptable (hors rémunération calculée de l'éleveur) progresse en 2016 et atteint 375 € pour 1 000 litres (contre 370 en 2015), il s'ensuit une nouvelle dégradation de la marge nette moyenne des producteurs qui descend à 105 € pour 1 000 litres (113 en 2105), avant rémunération calculée de l'éleveur.

La baisse conjointe des rendements et du prix du **blé tendre** en 2016 dégrade la marge nette des producteurs, qui devient négative, à -52 € par tonne, avant même imputation de la rémunération calculée de l'exploitant.

L'observatoire ne dispose pas de données prévisionnelles de coûts de production pour 2016 dans les exploitations de **fruits et de légumes**. Les derniers résultats disponibles portent sur 2015, ils indiquent une situation globalement plus favorable qu'en 2014, en termes de résultat courant rapporté au chiffre d'affaires pour l'ensemble des exploitations d'orientation fruitière ou légumière, et une amélioration de la marge

nette moyenne par kg produit, estimée sur base comptable pour la tomate et la pomme.

Les résultats des maillons industriels en 2016, 2015 ou 2014 selon les filières

L'abattage-découpe d'animaux de boucherie voit son résultat courant moyen par kg de carcasse traitée s'améliorer sur les **9 premiers mois de 2016** par rapport à la même période de 2015, surtout dans le secteur de la viande porcine, où le résultat redevient positif (2 centimes par kg). Ce résultat sur 9 mois est lié au fait que la hausse du prix du porc entrée abattoir en 2016 par rapport à 2015 n'est intervenue qu'à partir du mois de juin. En gros bovins, le résultat courant sur les 9 premiers mois de 2016 est en moyenne de 9 centimes par kg contre 8 centimes pour la même période en 2015.

Pour **l'industrie de la charcuterie**, l'observatoire ne dispose pour le présent rapport que des comptes de **2015**, ils indiquent une légère amélioration de la marge sur matière première et du résultat courant par rapport au chiffre d'affaires (2,8% en 2015 pour 2,3% en 2014).

Dans les autres filières, en matière de comptes industriels, l'observatoire n'a disposé pour le présent rapport que des résultats de 2013 et 2014 issus du dispositif Esane de l'Insee.

Dans **l'industrie laitière**, le secteur « *exploitations de laiteries et fabrication de fromages* », qui agrège les activités de fabrication de produits laitiers de grande consommation a vu son résultat courant diminuer de 4% en **2014**, passant de 996 M€ à 956 M€, soit de 3,1% à 3% du chiffre d'affaires, sous l'effet, principalement, du renchérissement de sa matière première, en partie compensé par la diminution d'autres charges, relativement au chiffre d'affaires.

Dans **l'industrie de la meunerie**, en **2014**, sous l'effet de la baisse des prix du blé, la marge brute sur matière première s'améliore, atteignant 39% du chiffre d'affaires (contre 35% en 2013), ainsi que le résultat courant rapporté au chiffre d'affaires (+0,7% en 2014, -0,1% en 2013).

Dans **l'industrie des pâtes alimentaires**, la structure moyenne du compte de résultat évolue peu de 2013 à **2014**. Le taux de marge brute sur matière première passe de 55% à 56% du chiffre d'affaires du fait de la baisse du prix du blé dur, en partie transmise dans le prix des pâtes. Le résultat courant rapporté au chiffre d'affaires diminue peu, passant de 3,7% en 2013 à 3,6% en 2014, sous l'effet de la progression du poids des charges autres que de matières premières.

Les comptes par rayon des GMS en 2015

Cette approche est issue des travaux conduits courant 2016 auprès des sept principales enseignes.

Pour **l'ensemble des rayons alimentaires frais**, la marge brute sur achats, rapportée au chiffre d'affaires est de 29,0 € en 2015. Elle apparaît ainsi en baisse de 0,4 € par rapport à 2014, malgré les baisses de prix de vente de l'industrie à la distribution pour plusieurs produits, notamment dans le secteur laitier. *L'imputation de coûts logistiques internes dans la marge brute, insuffisamment individualisés par l'enquête, contribue probablement à la baisse de cet indicateur.* Après répartition des charges entre les rayons, la marge nette rapportée au chiffre d'affaires ressort à 1,3 % (avant impôt), en baisse de 0,1 point. La hiérarchie des rayons en fonction des indicateurs de résultats est conforme à celle observée les années précédentes.

Avec plus de 58% de marge brute rapportée au chiffre d'affaires, le **rayon boulangerie-pâtisserie-viennoiserie** vient en tête pour ce critère, de par son activité de fabrication à forte valeur ajoutée. C'est cependant l'un des rayons qui ressort en négatif en termes de marge nette avec -0,3% du chiffre d'affaires, une fois toutes les charges réparties par rayon, du fait notamment du poids de la main-d'œuvre dédiée.

Le **rayon charcuterie** bénéficie d'une marge brute élevée, de 32,8% du chiffre d'affaires, contre 24,6% en **boucherie** et 28,1% en **volailles**. Ces taux de marges brutes sont en baisse par rapport à 2014, alors que les évolutions comparées des indices de prix de l'industrie et à la consommation laissaient supposer une hausse. L'ensemble constitué par ces trois **rayons de produits carnés** (boucherie, charcuterie, volailles) présente une marge nette rapportée au chiffre d'affaires de 4% : pondérés par leur poids respectifs dans le chiffre d'affaires, les résultats positifs des rayons charcuterie (marge de nette de 8,6%) et volailles (marge nette de 8,9%) compensent ainsi la marge nette négative de la boucherie (-2,9%).

La marge brute du **rayon des fruits et légumes** s'élève à 30,3% du chiffre d'affaires, et toutes charges réparties, conduit à une marge nette de 2,8%, situant ce rayon au 3^{ème} rang pour ce critère.

Cette 3^{ème} place était jusqu'en 2016 occupée par le **rayon des produits laitiers**. Or, depuis 2014, celui-ci présente une marge nette rapportée au chiffre d'affaires plutôt dégradée, de 0,2% (contre plus de 2% sur 2001-2013). Ce résultat survient en 2015 malgré la forte baisse du prix du lait à la

production (- 14%), la légère baisse de l'indice Insee des prix des produits laitiers de grande consommation vendus par l'industrie aux GMS (- 0,8%, la baisse avait davantage affecté les produits laitiers pour l'industrie) et, selon le panel Kantar, une hausse de 1,3% du prix moyen des mêmes produits en GMS.

Enfin, le **rayon marée** présente une marge brute sur chiffre d'affaires inférieur à la moyenne des rayons frais (25,4% contre 29%), et une marge nette toutes charges réparties nettement négative (-8,0%).

Répartition de la valeur de la dépense alimentaire

L'euro alimentaire constitue le volet macroéconomique des travaux de l'observatoire. Il analyse le montant de la dépense alimentaire annuelle nationale de deux façons :

- d'une part, en isolant, au sein de ce montant, la valeur de la production agricole nationale incorporée,
- d'autre part, en décomposant ce montant en rémunérations brute du travail et du capital (valeurs ajoutées, réparties en excédent brut d'exploitation et salaires bruts) induites dans toutes les branches de l'économie, importations alimentaires finales et importations en biens de consommations intermédiaires et taxes.

Compte tenu des délais d'obtention des données indispensables au calcul de cette répartition, l'euro alimentaire du présent rapport porte sur l'année 2013. Pour la première fois, il intègre dans la consommation alimentaire des ménages, outre les dépenses alimentaires en magasin, celles en services de restauration (commerciale ou collective).

En 2013, les 232 M€ de consommation alimentaire des ménages incluent :

- 9,5% de taxes, 10,9% d'importations alimentaires finales (importations de produits alimentaires prêts à la consommation),
- 14,7% de production agricole domestique et
- 65% de valeurs créées en aval de l'agriculture (industries, commerces, services).

En poursuivant l'analyse, outre les taxes et importations alimentaires déjà isolées, la consommation alimentaire induit 64,7% de valeurs ajoutées dans toutes les branches de l'économie et contient 14,9% d'importations de biens intermédiaires (matières premières, sources d'énergie, produits bruts, équipements...).

Sur 64,7 € de valeur ajoutée induite par 100 € de consommation alimentaire, l'agriculture crée, ou récupère, selon le point de vue que l'on retient, 6,2 € (soit 9,6% de la valeur ajoutée induite totale),

- les industries alimentaires : 11,7 €,
- les autres industries : 3,2 €,
- la restauration : 13,9 €;
- le reste vient du commerce inter-entreprises et de détail (15,4 €) et les services (14,3 €).

2,6 millions d'équivalents temps plein sont mobilisés pour produire les biens et les services concourant à assurer la consommation alimentaire domestique, dont près de 420 000 dans l'agriculture. La consommation alimentaire contribue pour 37% au revenu brut de la branche agricole, dont 4,5% imputable à la restauration, le reste du revenu agricole est assuré par l'exportation (24,7%), les subventions (28,6%) et d'autres demandes intérieures, non alimentaires (9,4%), par exemple : énergie, chimie, textile, fleurs et plantes...